

## Destruction de la forêt équatoriale en Malaisie

### Des villages tiennent tête aux producteurs d'huile de palme

#### La démocratie à Diyarbakir

« Le mouvement kurde définit un nouveau modèle de société. Il a pour but d'instaurer un système libre, démocratique, écologique et respectant l'égalité des sexes. Dans cette démocratie populaire, il appartient aux assemblées villageoises et citadines de décider de leur sort. Un homme et une femme doivent occuper simultanément chaque poste dirigeant. Un débat sur le fédéralisme, la démocratie populaire et l'égalité des sexes peut s'avérer utile pour tout le monde. » C'est en ces termes que la conseillère communale zurichoise Ezgi Akyol, de la Liste alternative, motivait le postulat qu'elle a déposé avec Rebekka Wyler (PS). Dans leur intervention, les deux députées préconisent un partenariat entre les villes de Zurich et de Diyarbakir. Sans parler de partenariat, le Conseil communal a repris l'idée de « jeter un pont » et transmis le postulat le 25 juin à la maire de la ville.

Le « nouveau modèle de société » est aussi à l'origine de l'action de soutien lancée en juin par le SOLIFONDS (voir notre bulletin n° 98). Nous participons donc aux travaux du comité de solidarité Zurich-Diyarbakir, qui a été mis sur pied pour assurer une assise solide au « pont à construire ». Celui-ci doit manifester notre solidarité avec les habitants de Diyarbakir et favoriser les échanges réciproques de connaissances et d'expériences.

Cet automne, une délégation des autorités autonomes de Diyarbakir devrait venir à Zurich. La situation politique étant très tendue en Turquie, l'organisation de cette visite s'avère difficile. Des informations récentes à ce sujet figurent sur [www.solifonds.ch](http://www.solifonds.ch).

SOLIFONDS  
Quellenstrasse 25  
Case postale  
CH-8031 Zurich  
Tél. 044 272 60 37  
Fax 044 272 11 18  
[mail@solifonds.ch](mailto:mail@solifonds.ch)  
[www.solifonds.ch](http://www.solifonds.ch)  
CP 80-7761-7



DorfbewohnerInnen haben einen Bagger beschlagnahmt und in ihr Dorf gefahren. Sie verlangen ein «Lösegeld» und die Zusicherung, dass sich die Firma zurückzieht. Foto: Mathias Rittgerott

L'Etat malaisien du Sarawak, sur l'île de Bornéo, est l'une des régions du monde où la forêt tropicale enregistre les plus lourdes pertes : trois quarts des forêts de tourbière, très sensibles, ont déjà disparu. Les entreprises d'abattage ne cessent de progresser, les zones déboisées étant aussitôt occupées par des plantations de palmiers à huile. Après l'Indonésie, la Malaisie est le deuxième producteur mondial d'huile de palme : en 2015, elle en fournissait 20 millions de tonnes et couvrait plus d'un tiers de la consommation mondiale. Si la quantité produite au Sarawak se situait à 1,6 million de tonnes en 2007, elle a plus que doublé jusqu'en 2015 pour atteindre 3,7 millions de tonnes. Selon les données officielles, la superficie vouée à la culture de palmiers à huile au Sarawak a augmenté de 13,9% durant la seule année 2015. Or, la corruption est monnaie courante dans ce secteur. En Suisse, une procédure est actuellement en cours contre UBS : la grande banque aurait blanchi quelque 90 millions de dollars de pots-de-vin liés à la déforestation de la forêt pluviale sur Bornéo.

Des communautés villageoises s'opposent depuis des années à la destruction de la forêt et à leur expulsion. Organisant manifestations et occupations, elles freinent la déforestation. En même temps, elles lancent des actions en justice contre les sociétés qui foulent aux pieds les droits de la population autochtone du Sarawak avec la complicité des autorités et de la police. Elles bénéficient en cela de l'appui de SADIA, une alliance d'acteurs concernés, qui défend les droits humains et l'environnement. Les militants et les militantes recueillent des données afin de prouver les droits fonciers des villages, leur fournissent des conseils et les assistent devant les tribunaux. La tâche est ardue : les communautés et ceux qui les soutiennent se mettent de puissantes sociétés à dos et s'exposent ainsi à une répression et à une violence croissantes.

Ce printemps, le Fonds Bruno Manser a remis une pétition au Conseil fédéral, lui demandant d'exclure l'huile de palme d'un futur accord de libre-échange avec la Malaisie. Le SOLIFONDS appuie cette revendication. Grâce à la présente campagne, nous voulons aussi apporter un soutien aux communautés locales dans leur lutte inégale contre les géants de l'huile de palme.

## Swiss Connection et durabilité

*Pizzas précuites, plats instantanés, glaces, margarine, chocolat, pâtisseries, rouges à lèvres, savon, shampooing ou détergents: presque tout contient de l'huile de palme. Il y en a dans près de 50% des produits courants. En les consommant, nous contribuons à la demande croissante de cette huile aux multiples usages.*

*La transformation de l'huile de palme en agrocarburant gagne aussi du terrain: si sa part n'atteignait que 8% en 2008 au sein de l'UE, elle est passée à 45%. Or, si l'on considère toute sa chaîne de production, l'agrodiesel émet trois fois plus de CO<sub>2</sub> que le diesel conventionnel. C'est du moins ce que conclut la Commission européenne.*

*Les importations totales d'huile de palme en Suisse sont passées de 11 000 tonnes en 2000 à 35 000 tonnes en 2013. En 2002, elles provenaient à 80% de Malaisie. La part de ce pays a baissé à 11% jusqu'en 2010, puis est remontée ces dernières années pour dépasser à nouveau 40%.*

*En 2004, la table ronde sur l'huile de palme durable (RSPO) a été fondée pour redorer l'image de ce produit, ternie par les dégâts écologiques et les expulsions. La RSPO réunit nombre de sociétés commerciales (Cargill, Louis Dreyfus, etc.) et d'entreprises qui transforment l'huile de palme (Coop, Migros, Nestlé, Givaudan, Unilever, etc.), mais aussi des ONG (WWF). Ses directives visent à rendre la production durable et à améliorer la situation dans les pays producteurs. Au total, 56% de l'huile de palme importée respectent ces directives.*

*Dans le monde entier, les organisations paysannes critiquent les systèmes de certification tel celui de la RSPO. Selon elles, les communautés locales ne sont pas assez impliquées dans l'élaboration de directives, d'ailleurs souvent rédigées dans une langue inconnue. La RSPO veut certes rendre la production durable, sans renoncer pour autant à la logique d'une extension illimitée des plantations. Dans une déclaration, les organisations critiques affirment que «les monocultures de taille industrielle ne sont pas acceptables, ni pour les communautés locales ni dans un monde confronté à de profondes crises, comme le changement climatique, la destruction de l'environnement, une militarisation croissante et les violations des droits humains.»*



Déforestation radicale: forêt tropicale détruite pour faire place à une plantation de palmiers à huile.

## Accaparement des terres et expulsions: des communes résistent

«Vendredi matin 14 août 2009, peu avant 9 heures, dix policiers en armes font incursion chez Matek Geram: destination le poste de police. L'homme n'offre aucune résistance. Le paysan, membre de l'ethnie Iban, attendait les représentants de l'ordre depuis longtemps. Il y a un an déjà qu'il a commencé à garder ses champs de riz, arbres fruitiers et forêt pluviale à proximité de Mukah, une petite bourgade dans l'Etat malais du Sarawak. Lui et les membres de sa famille se sont relayés pour protéger ses terres des bulldozers. Aujourd'hui, Saradu Plantations a fait appel aux pouvoirs publics pour imposer son projet: une plantation de 15 000 hectares destinée à produire de l'huile de palme. Parmi les propriétaires de la société figurent notamment la sœur et le beau-frère du chef du gouvernement du Sarawak.» (Extrait d'un texte publié en septembre 2009 par le Fonds Bruno Manser.)

Aujourd'hui, les groupes autochtones du Sarawak luttent toujours contre l'avancée des plantations et la destruction de leurs lieux d'existence. Quand leurs terres sont menacées, des villageois appellent Matek Geram et d'autres militants de l'association des Iban du Sarawak (SADIA), car ces derniers savent comment s'y prendre. Matek et ses compagnons parcourent alors parfois plusieurs centaines de kilomètres dans une voiture plus que quarantenaire, parfois aussi en bateau, pour venir en aide aux villages en péril. Ils conseillent les communautés et les motivent à manifester pour empêcher la destruction de la forêt pluviale, mais également à attaquer les entreprises en justice. Ils documentent par ailleurs les cas d'accaparement des terres et recueillent des données (coordonnées GPS, photos et comptes rendus), afin d'attester que les terres

### Les voix critiques s'exposent à la violence

Le 21 juin, le militant autochtone Bill Kayong, 43 ans, a été assassiné en plein jour et en pleine rue. Il avait eu le tort de soutenir plusieurs communautés locales de l'Etat malaisien du Sarawak dans leur lutte contre l'accaparement des terres et la destruction de la forêt tropicale. Matek Geram a aussi reçu des menaces. Elles se sont multipliées depuis qu'il a pris part, en mars de cette année en Allemagne, à une manifestation contre Stihl, le fabricant de tronçonneuses. Stihl est le principal fournisseur de l'entreprise malaise KTS, dont les filiales participent à la déforestation illégale pour faire place aux plantations.

Les militants du droit à la terre font régulièrement l'objet d'arrestations arbitraires. Matek Geram a été arrêté à dix reprises et incarcéré durant plusieurs jours.

sont exploitées et prouver ainsi les droits des communautés. Le plus souvent, celles-ci ne possèdent aucun titre de propriété, mais la législation du Sarawak leur attribue leurs terres si elles démontrent qu'elles y vivaient ou les cultivaient avant 1958. A ce jour, quelque 300 procédures judiciaires visent d'ailleurs des entreprises ou des autorités locales. Jusqu'à présent, SADIA a obtenu gain de cause dans une trentaine





Matek Geram en déplacement au Sarawak.

Photos : Mathias Rittgerott / Sauvons la forêt

de cas. Les entreprises multiplient cependant les recours, de sorte qu'il faut attendre plusieurs années avant un jugement définitif. Pour déboiser en toute illégalité, les entreprises collaborent souvent avec les autorités et il n'est pas rare que des politiciens ou leurs proches soient impliqués; les pots-de-vin sont monnaie courante. De plus, la police aide les entreprises à expulser les communautés villageoises. La criminalisation et la violence contre ceux et celles qui défendent la forêt pluviale sont désormais une terrible réalité (lire les encadrés).

### Objectifs de notre campagne

- Ouverture d'un bureau de SADIA dans la région de Sibü: l'organisation pour la défense de l'environnement et des droits humains possède certes un bureau à Kuching, mais c'est à un jour de route de Sibü.
- Achat d'ordinateurs, d'imprimantes et de papier afin de faciliter la préparation des plaintes pour accaparement des terres.
- Amélioration du système d'alerte: SADIA souhaite équiper ses militants de téléphones portables, qui serviront également à recueillir des données.
- Déplacements: afin de se rendre dans les villages, les militants de SADIA ont besoin d'essence et de pièces de rechange pour leurs véhicules (voitures et bateaux).
- Actions en justice: la tâche exige des juristes chevronnés, capables de conseiller les habitants dans leur lutte contre l'accaparement des terres et de les représenter devant la justice. De plus, il faut permettre aux témoins de se rendre au tribunal.

### Extrait d'un rapport de l'association Sauvons la forêt

Non loin de la ville de Sibü, Matek Geram est debout au milieu d'un terrain dénudé: de la tourbe brune s'étend à perte de vue. Une eau saumâtre apparaît dans un trou et, entre les souches calcinées, de jeunes pousses de palmier à huile pointent déjà. Matek consulte son GPS (02° 31' 11,1" nord et 111° 49' 26,6") et conclut: « Ces terres appartiennent aux habitants du village d'Ulu Sungai Tutus, pas à la société BLD. »

Le lendemain matin, alors que Matek se rend à Sibü, son smartphone bippe sans cesse. Nombre de victimes de l'accaparement des terres cherchent à le joindre. « Mon portable, c'est mon bureau », explique-t-il en envoyant des photos et des coordonnées à un militant.

Le week-end, Matek rentre chez lui, dans sa maison en bois, déformée par les coups de boutoir du vent. Sa femme et ses deux fils l'attendent. Il assoit l'aîné dans le bateau et remonte la rivière Sungai Lemai en scrutant les berges. Soudain, il met le moteur au ralenti. « Les voilà ! », chuchote-t-il, tandis que des nasiques s'ébattent dans les arbres. « J'adore ces singes ! » Rien au monde ne pourrait le faire renoncer à cette nature fantastique.

[www.sauvonslaforet.org](http://www.sauvonslaforet.org)

### Pas de libre-échange pour l'huile de palme malaisienne

Après l'Indonésie et la Thaïlande, la Malaisie est la troisième grande économie d'Asie du Sud-Est et le troisième partenaire de la Suisse au sein de l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est). Le volume des échanges entre les deux pays est certes modeste (2,8 milliards de francs en 2014), mais le climat propice aux investissements qui règne en Malaisie (selon la Banque mondiale) attire même des capitaux helvétiques. Emmenée par la Suisse, l'AELE négocie depuis 2014 avec la Malaisie un accord de libre-échange portant sur la circulation de marchandises, le commerce de services, la propriété intellectuelle, les investissements, les marchés publics, le commerce et le développement durable.

En matière de production d'huile de palme, il n'est guère possible de parler de « développement durable ». « En Malaisie, les plantations ne grignotent pas seulement la forêt pluviale, mais violent régulièrement les droits humains de la population ainsi que les normes du travail », constate le Fonds Bruno Manser. Le fonds a dès lors lancé la pétition « Pas de libre-échange pour l'huile de palme malaisienne », qu'il a remise ce printemps au Conseil fédéral, munie de 20 000 signatures. Le texte exige d'une part l'exclusion de l'huile de palme de l'accord de libre-échange, car une diminution, voire la suppression, des droits de douane ne ferait que stimuler les importations d'huile de palme et multiplierait ainsi les dégâts environnementaux et les violations des droits humains. D'autre part, il faut obliger la Malaisie, avant la conclusion de l'accord, à ratifier les conventions de l'ONU sur les droits humains et les principales normes sur le travail de l'OIT, afin de renforcer les droits des populations locales et des employés des plantations.

**« Mille mercis. Votre solidarité facilite notre travail auprès des communautés », nous écrit Matek Geram (SADIA).**

**Nous vous remercions également de soutenir la lutte contre la destruction de la forêt tropicale!**

## Egypte: la lutte pour des syndicats indépendants se poursuit



El-Mahalla, le 6 avril 2008: les ouvrières du textile étaient en première ligne pour exiger de meilleures conditions salariales. Photo: REUTERS/Nasser Nuri

à l'origine du soulèvement populaire de 2011. C'est la première fois, écrit le CTUWS (Centre égyptien de services pour syndicats indépendants), que les travailleuses ne se tenaient pas derrière les hommes, mais à leur côté. Elles ont ensuite contribué de manière cruciale à la création de syndicats indépendants dans différents secteurs. Elles n'en demeurent pas moins marginalisées et discriminées, et leur droit à des conditions de travail décentes est le plus souvent bafoué.

Face à cette situation, le CTUWS a décidé en 2014 de lancer une campagne pour les droits des femmes (Permanent Conference for Working Women). Cette campagne vise à regrouper les travailleuses syndiquées et d'autres organisations défendant les droits sociaux et économiques des femmes, afin de mener une lutte commune contre les discriminations juridiques et sociales, et d'exiger l'égalité des sexes. Fin juillet, quatre-vingts ouvrières et syndicalistes de diverses régions du pays ont participé à la troisième session, soutenue par le SOLIFONDS, de cette conférence permanente. Elles ont élaboré un plan d'action en vue d'améliorer les conditions de travail des femmes, en particulier dans le secteur privé.

Vu le climat politique actuel en Egypte, tout le mouvement syndical est sous pression et, d'autant plus, la campagne du CTUWS en faveur des droits des femmes. Depuis que le général al-Sissi gouverne le pays, les pouvoirs publics s'en prennent directement aux syndicats indépendants et à leurs projets. En juillet, le président de la Commission parlementaire des droits humains, Mohamed Anouar al-Sadate, a dès lors soumis un projet de loi au parlement, dont l'idée émane du CTUWS. Elaboré par 160 représentants et représentantes de syndicats indépendants, ce projet se fonde sur la législation égyptienne en vigueur et sur les normes de l'OIT pour reconnaître le droit à des syndicats indépendants et à des négociations collectives. Syndicats indépendants et travailleuses poursuivent la lutte.

## Sans-terre au Paraguay: un jugement scandaleux

Le 11 juillet, au terme d'un procès sujet à caution, onze sans-terre paraguayens (huit hommes et trois femmes) ont été condamnés à de lourdes peines: 4 à 30 ans d'emprisonnement. En l'absence de toute preuve, ils ont été jugés responsables de la mort de six policiers. Outre ces derniers, onze petits paysans ont également été abattus au cours du massacre de Curuguaty en 2012. Jusqu'ici, ni la police ni la justice n'ont cherché à élucider leur mort.

Le SOLIFONDS, qui a soutenu l'organisation des proches des victimes de Curuguaty à plusieurs reprises ces dernières années, dénonce ce simulacre de justice. Dans une lettre qu'il a adressée, avec d'autres organisations, au ministre des Affaires étrangères, Didier Burkhalter, il demande que la Suisse s'engage en faveur de la création d'une commission d'enquête internationale indépendante.

## Tribunal international contre Monsanto

*Monsanto, la plus grande multinationale agricole du monde, est devenue un symbole de l'agro-industrie: l'usage immodéré de produits chimiques et la dissémination de semences OGM portent atteinte à l'environnement et à la santé humaine, accélèrent l'appauvrissement de la biodiversité et stimulent le réchauffement climatique. Une audience internationale publique contre Monsanto se tiendra du 14 au 16 octobre à La Haye, où des témoins décriront les dégâts occasionnés par la multinationale. Même si Monsanto sera au centre de l'attention, le débat portera sur le système agro-industriel en général.*

[www.monsanto-tribunal.org](http://www.monsanto-tribunal.org)

## Non à l'impunité des multinationales!

*Chargé d'élaborer un accord sur le respect des droits humains qui serait contraignant pour les multinationales, un groupe de travail institué en 2014 par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU siégera fin octobre pour la deuxième fois à Genève.*

*Pour cette occasion, des organisations non gouvernementales préparent divers événements devant le Palais des nations. Une manifestation protestera notamment contre l'impunité des multinationales.*

*Plus d'infos: [www.solifonds.ch](http://www.solifonds.ch)*

## Matières premières et Etat de droit

*Fin octobre toujours, le SOLIFONDS coorganise une conférence de la Campagne pour l'annulation des dettes et les réparations (ADR) à Bâle.*

*Les débats porteront avant tout sur les matières premières en Afrique du Sud et les pertes fiscales dues à la pratique des prix de transfert, mais aborderont également les conditions de travail dans les mines et les conditions de vie dans les villes minières. L'invitation à la conférence est jointe au présent bulletin.*

Edition : « Fonds de solidarité pour les luttes de libération sociale dans le tiers monde »

Rédaction : Urs Sekinger, Yvonne Zimmermann

Traduction : Milena Hrdina, Bienne

Impression : printset, Zurich